

les francas

L'éducation en mouvement !

Élections municipales 2026



**L'enfance au cœur
de nos territoires**

“ Agir pour l'enfance, par l'éducation ”



Agir pour l'enfance...

21 % de la population
a moins de 18 ans

La jeunesse, une chance pour la France !

Mais **11,4 %** des enfants vivent **sous le seuil de pauvreté**, contre 8,1 % de la population.

71 %
des enfants dont
les parents disposent de bas revenus
ne sont pas inscrits
dans un club ou
association sportive
et culturelle, contre
38 % des enfants issus
de milieux plus aisés.

10,6 %
des moins de 16 ans
ne partent pas
en vacances au moins
une semaine par an.

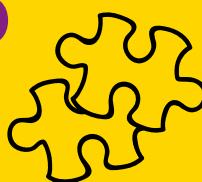
1 enfant en situation de handicap
sur 3 n'a pas accès à la restauration
collective ou aux activités périscolaires,
aux sorties ou aux classes découvertes.

Seulement **33 %** des filles et **51 %** des garçons
âgés de 6 à 17 ans **pratiquent au moins 1 heure d'activité physique par jour** (recommandation de l'Organisation mondiale de la santé).

... par l'éducation

71 %

des parents considèrent que le centre de loisirs participe à l'éveil et à l'épanouissement des enfants, favorise la socialisation et l'apprentissage de la vie en société (66%) et permet de côtoyer d'autres enfants (59%).

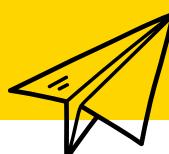


95 %

des enfants considèrent comme important de **bénéficier de lieux de sociabilité en dehors de l'école**.

31 %

Seulement des 5-17 ans étaient inscrits en accueils de loisirs en 2023.



33 %

Seulement **des communes proposent** au moins un accueil de loisirs ou de jeunes (données 2022-2023).

Les collectivités territoriales

sont des acteurs majeurs des temps de l'enfant et de l'éducation, aux côtés des familles, des enseignant·es, des associations. Les élu·es locaux sont donc légitimes à parler d'enfance et d'éducation.

Les politiques éducatives

et enfance-jeunesse sont des politiques intégrées qui irriguent et sont irriguées par toutes les politiques publiques : équipements, urbanisme, espaces publics, transport, mobilité, environnement, sécurité/tranquillité publique / prévention, démocratie locale, solidarité, culture, sport, vie associative, lutte contre les discriminations...

Les politiques enfance-jeunesse

contribuent à l'attractivité des territoires : elles répondent à des besoins éducatifs, sociaux et culturels de la population, elles favorisent l'accueil des enfants et donc la conciliation vie familiale/vie professionnelle, elles participent à l'accès aux loisirs, elles accompagnent l'évolution démographique, elles prennent part au dynamisme de la vie locale...

Les élus·es

sont souvent confronté·es à des défis majeurs : transitions écologique et numérique, parentalité, engagement, émancipation, santé mentale des mineurs et des jeunes, laïcité, égalité de genre. Autant de questions qui renvoient notamment à des réponses éducatives.

Nos propositions pour investir dans l'avenir

Pour une action éducative qui lutte contre les fractures économiques, sociales, culturelles et territoriales, permettre l'accès de tous les enfants et adolescent·es aux espaces éducatifs

Pour un service public communal et intercommunal de l'éducation, développer une politique enfance-jeunesse sur chaque territoire

Pour une mobilisation de tous et toutes dans l'action éducative locale, associer tous les citoyens aux politiques éducatives

Pour un territoire à hauteur d'enfant, prendre réellement en compte les propositions des enfants et des adolescent·es

Les Francas, l'éducation populaire partenaire des pouvoirs publics au service de l'intérêt général

Permettre l'accès de tous les enfants et adolescent·es aux espaces éducatifs



Concrètement

Diversifier
les espaces
éducatifs
des temps
de loisirs.

Améliorer
la qualité du bâti
des espaces
éducatifs
et des espaces
de jeux.

Porter une attention plus particulière aux enfants les plus en précarité et à ceux qui ne fréquentent aucune structure.

Permettre l'accès des enfants en situation de handicap aux structures éducatives sur tous les temps de vie.



MONTPELLIER (34)

« Mettre l'humain au centre de la réflexion »

“Dans le cadre de la rénovation du quartier de la Mosson, la ville de Montpellier a fait appel à nous pour concevoir la nouvelle école Hypatie, en prenant en compte la voix des usagers. À travers des ateliers participatifs accompagnés par les Francas, **nous avons recueilli les avis des enfants**. Ils ont été sollicités pour proposer les noms des salles de classe, les pictogrammes signalétiques. Ils ont aussi réalisé des dessins dont nous avons extrait des détails pour créer 400 compositions graphiques qui ont été collées sur les vitres. Tout un travail a été réalisé sur les matériaux : structures et mobilier en bois, charpentes apparentes, terre crue pour les enduits, isolation en paille... Tout a été fait pour préserver la santé en limitant les particules fines générées dans l'air. La cour possède de grands espaces verts et se développe sur trois niveaux, reliés entre eux par un toboggan. Nous avons travaillé tous ensemble avec passion pour mettre l'humain au centre de la réflexion.

Diliana Gault, architecte (Studio Jaouen Architectes)



DÉPARTEMENT DE L'AIN (01)

Accueillir les enfants en situation de handicap

Le pôle ressources loisirs handicap « Loisirs pour tous » porté par les Francas et PEP de l'Ain accompagne les accueils de loisirs à créer les conditions favorables pour accueillir des enfants en situation de handicap. Après accord des élus de la commune employeuse et signature d'une convention avec le centre de loisirs, Loisirs pour tous propose **un accompagnement long des équipes d'animation** qui alterne temps de formation, temps d'observation *in situ* puis d'analyse pour la mise en place de pratiques inclusives, puis mise en réseau avec d'autres acteurs médico-sociaux autour des enfants. Le pôle ressources agit à la fois comme accompagnateur et comme médiateur, en lien aux familles des enfants concernés et aux autres professionnels qui interviennent auprès des enfants (orthophoniste, psychomotricien...). Cela permet aux équipes de devenir progressivement autonomes dans l'identification fine des besoins pour rendre effectif le droit de tout enfant à accéder aux loisirs.

Développer une politique enfance-jeunesse sur chaque territoire



Concrètement

Un projet local d'éducation

concernant l'ensemble des enfants du territoire durant tous les temps (scolaires, périscolaires et extrascolaires).

Plus de propositions spécifiques

adressées aux adolescent·es.

Plus de coopérations

entre écoles, établissements scolaires, autres espaces socioéducatifs, culturels et sportifs, institutions, pouvoirs publics et associations.

Plus de qualité :

développer la formation des acteurs au service de la qualité éducative.



CANÉJAN (33)

« Renouveler notre Projet éducatif territorial »

“ Pour renouveler notre Projet éducatif territorial (PEdT), **nous avons adopté une nouvelle démarche participative** qui a fait se rencontrer tous les acteurs autour de l'école : parents, animateurs, enseignants, ATSEM, élus... Nous souhaitons que les enfants et les familles ne soient pas consommateurs mais acteurs du projet, qu'ils puissent apporter leurs idées. Mais aussi que chacun prenne conscience des contraintes qui peuvent s'appliquer, en termes de temps, de budget, de réglementation. Car trop souvent, on regarde les choses sous son propre prisme. [...] Le travail autour du PEDT a fait se parler de façon nécessaire les enseignants et les animateurs, qui ont chacun leurs horaires et se croisent dans la cour de l'école. Maintenant, ils se parlent ! Et on soigne les transitions entre les différents temps des enfants. De la même manière, les ATSEM ont aujourd'hui un rôle revalorisé, notamment du point de vue des parents.

Bruno Gasteuil, adjoint délégué à l'enfance, la vie scolaire, la jeunesse et l'animation



POMMEVIC (82)

« Se former ensemble »

“ Nous, les élus, sommes allés nous former, lors des temps mis en place par la Caf et Jeunesse et Sport. C'est là qu'on a rencontré les Francas avec qui on a amorcé un travail pour faire monter en compétence nos agents. Ainsi, nous sommes passés d'une logique de garderie à un véritable accueil de loisirs éducatif. Et nos personnels ont pris du plaisir à réfléchir aux projets, monter des séances, travailler sur des problématiques éducatives.

Yannick Deloncle, adjoint au maire chargé des affaires scolaires

Associer tous les citoyens aux politiques éducatives



Concrètement

Créer des espaces de rencontres et d'échanges entre citoyen·nes, élu·es, familles, acteurs éducatifs pour partager les enjeux de l'éducation, les valeurs à faire vivre et à transmettre aux enfants et aux adolescent·es.

Garantir une place effective aux familles dans l'action éducative.

Permettre à chacun·e de s'engager au service de l'enfance dans l'action éducative.



VILLEURBANNE (69)

Accompagner la création d'une association de parents d'élèves

À la demande du collège Chabroux voulant soutenir un collectif de parents volontaires, la Cité éducative de Villeurbanne a sollicité les Francas pour accompagner la création d'une association de parents d'élèves. Durant un an, cet accompagnement a permis au collectif de penser son projet associatif, son modèle de gouvernance, le sens de son lien avec les élèves, les parents, l'équipe enseignante. **Le collectif s'est construit autour de valeurs militantes : justice éducative, partage.**

Dès la première année, l'association a mis en place des ateliers parentalité, une cagnotte solidaire, des rencontres parents profs, une permanence en collège et des événements. Depuis, l'association a accueilli de nouveaux adhérents, une nouvelle équipe de gouvernance en coprésidence et produit de nombreuses rencontres, comme des débats sur des questions d'éducation ou des événements culturels. « Les Francas ont été une boussole dans cette période. Ils avaient les outils, les bonnes questions, et la bonne approche pour nous soutenir sans faire à notre place ».



NANTES (44)

Développer des universités populaires de l'éducation

Les Francas ont organisé en novembre 2024 une Université populaire de l'éducation sur « La place de l'enfant dans la ville ». Durant un mois, une exposition ludique a permis aux enfants de venir découvrir les droits de l'enfant et échanger sur leur place dans la ville. Puis des conférences et ateliers se sont tenus avec des partenaires. Enfin, un temps d'échange a réuni parents, enseignant·es, professionnel·les de l'animation et de l'éducation, urbanistes, élu de la métropole, pour échanger sur la place de l'enfant dans la ville en intégrant les réflexions des enfants et pour identifier collectivement des pistes d'amélioration.

Prendre en compte les propositions des enfants et des adolescent·es



Concrètement

Un principe :

reconnaitre les enfants et les adolescent·es comme des acteurs de leurs territoires.

En action :

faire vivre la participation dans les espaces éducatifs et sur les territoires ; organiser des espaces d'expression pour les enfants et les adolescent·es, des temps de dialogue entre enfants et adultes décideurs... et tenir compte de leurs idées et propositions !



SAINT-SERNIN-DU-BOIS (71)

Consulter les enfants

Dans le cadre du renouvellement de son Projet éducatif territorial, la commune de Saint-Sernin-du-Bois a choisi d'engager, aux côtés de la consultation de l'équipe d'animation et de celle des parents et des habitants, une consultation spécifique des enfants et une autre des jeunes de la commune. La consultation des enfants, accompagnée par les Francas de Saône-et-Loire, a pris la forme d'ateliers au cours de laquelle **les enfants du CP au CM2 pouvaient exprimer ce qui pour eux était une journée réussie et quels étaient leurs besoins pour vivre heureux**. Les besoins identifiés par les enfants (bouger, passer du temps à l'extérieur, être ensemble mais aussi pouvoir parfois être seuls, « créer de nouvelles choses », écouter de la musique et jouer d'un instrument...) ont ainsi permis d'enrichir non seulement le nouveau Projet éducatif territorial mais également les projets pédagogiques des structures éducatives et de loisirs du territoire. Des espaces formalisés d'implication et de décision plus pérennes pour les enfants ont également été mis en place ainsi que des temps de formation des équipes aux formes et conditions de réussite de l'implication des enfants.



FRANCE

Sondage

Les enfants et adolescent·es souhaiteraient être plus entendu·es en général et dans leur ville en particulier : 46 % des enfants et adolescent·es déclarent que leur parole n'est pas assez prise en compte à l'école ou dans leurs loisirs, 73 % dans leur ville. Par ailleurs, ils manifestent une volonté de s'engager pour réaliser collectivement des projets qui leur tiennent à cœur, et notamment des projets de solidarité : 70 % déclarent s'engager ou aimeraient s'engager dans des actions de solidarité et 64 % dans des associations.

Sondage IFOP/Les Francas sur les préoccupations et les attentes des enfants à l'égard de leur ville, 2020.

Les Francas : **partenaires des élus·es** dans la définition, la mise en œuvre, l'évaluation des politiques éducatives locales

➡ **Des solutions sur mesure,**
construites ensemble



➡ **81 ans d'expérience**
et d'expertise



➡ **Un réseau au plus près du terrain**

83 associations départementales et territoriales, 1 018 associations et collectivités locales adhérentes, 3 000 collectivités partenaires, 1 800 000 enfants concernés



➡ **Des actions de qualité en faveur de l'intérêt général**

reconnue d'utilité publique,
association éducative
complémentaire de
l'enseignement public,
association de jeunesse
et d'éducation populaire



Les Francas



Les Francas



Les Francas

Fédération nationale des Francas

10-14, rue Tolain
75980 Paris Cedex 20
Tél. : 01 44 64 21 00

www.francas.asso.fr



Les Francas près de chez vous !

